

PRESIDENTIELLE AMERICAINE 2012 : LES REPUBLICAINS ET LA POLITIQUE ETRANGERE

*Par Raphaël RAMOS,
Chercheur associé à l'ESISC*

Si elles sont rarement décisives, les questions relatives à la politique étrangère et à la sécurité nationale demeurent un élément incontournable des campagnes présidentielles américaines. Outre la fonction constitutionnelle de chef des armées du président des Etats-Unis, la présence militaire en Afghanistan, l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ou encore l'affirmation de la puissance chinoise apportent, cette année, une densité singulière à cette thématique.

Dans le domaine des affaires internationales, le Parti républicain dispose d'une histoire et d'une tradition très riches. Du réalisme du tandem Nixon-Kissinger à l'interventionnisme de George W. Bush en passant par le nationalisme de Ronald Reagan, le *Grand Old Party* (GOP) a su présenter différentes facettes idéologiques pour accompagner l'évolution de la place des Etats-Unis dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Bouleversés par les attentats du 11 septembre 2001, les deux mandats de George W. Bush, dernier président républicain en date, ont accordé une place beaucoup plus importante que prévu à la politique étrangère. Les huit années de M. Bush à la Maison-Blanche, marquées par les interventions militaires en Afghanistan puis en Irak, ont alimenté les débats dans les cercles conservateurs et mis en lumière la primauté, puis le reflux, de l'influence du courant néoconservateur.

Plus de dix ans après les attaques de New York et Washington, l'absence de nouvel acte terroriste de grande envergure combinée à la mort d'Oussama Ben Laden lors d'une opération des forces spéciales américaines au Pakistan a progressivement recentré les préoccupations d'une majorité d'Américains sur les affaires intérieures. Pour le Parti républicain, après huit années éprouvantes, l'arrivée d'un président démocrate à la Maison-Blanche a ouvert une période bienvenue de réflexion et d'introspection.

Aujourd'hui, alors le GOP est en plein processus de désignation de celui qui affrontera Barack Obama en novembre prochain, la situation internationale reste caractérisée par une forte instabilité. Dans ce contexte, il est pertinent de se pencher sur l'orientation générale du débat républicain sur ces questions ainsi que sur le positionnement des principaux candidats.

1. Unité contre la politique de l'administration Obama conforme à l'évolution idéologique du Parti républicain

Alors que les questions liées à la politique étrangère et au terrorisme ont occupé une place importante dans les campagnes de 2004 et 2008, **le contexte économique difficile augure d'une campagne 2012 axée autour des thèmes de politique intérieure.** Cette hypothèse est d'autant plus probable que la politique étrangère figure parmi les principaux points forts du président Obama, d'après de récents sondages. En novembre dernier, une enquête de l'institut Gallup donnait au président Obama des taux de satisfaction élevés sur les thèmes du terrorisme (63%), de l'Irak (52%) et de l'Afghanistan (48%). Sa conduite globale des affaires étrangères était approuvée par 49% des sondés alors que sa politique économique n'était créditée que de 30% d'opinion favorable¹. Cette tendance a été confirmée par un sondage réalisé fin février². Dans ces conditions, et alors que les préoccupations des Américains s'articulent autour de l'économie, on comprend que le thème de la politique étrangère ne soit pas l'angle d'attaque privilégié par les candidats du Parti républicain.

C'est pourquoi les quelques débats consacrés aux affaires internationales se sont avant tout focalisés sur **une critique unanime de l'action du président démocrate.** « *Nous sommes ici ce soir pour dire au peuple américain pourquoi chacun de nous est meilleur que Barack Obama*³ », résumait le favori de la primaire républicaine, Mitt Romney, en ouverture d'un débat sur la politique étrangère le 12 novembre dernier. D'une manière générale, **les candidats républicains ont reproché au président Obama son manque de fermeté sur la scène internationale**, à l'exception de Ron Paul qui, fidèle à une tradition anti-interventionniste, lui a reproché une trop grande implication dans les affaires du monde. Sur la question de l'Iran et de son programme nucléaire, les candidats républicains ont fustigé la stratégie présidentielle qui, d'après Rick Santorum, a transformé les Etats-Unis en un « *tigre de papier*⁴ ». Dans une tribune publiée dans le *Washington Post*, Mitt Romney a comparé M. Obama au président Jimmy Carter et prédit que l'Iran aurait la bombe s'il était réélu⁵.

L'unité des républicains s'est également manifestée à propos de la politique de l'administration Obama vis-à-vis de la Syrie. Sur ce point, **un consensus a émergé entre les principaux candidats sur la nécessité d'apporter un soutien plus appuyé à l'opposition.** Mitt Romney a ainsi proposé une concertation avec la Turquie et l'Arabie saoudite destinée à « *fournir à l'opposition syrienne les armes dont elle a besoin* » alors que Rick Santorum a appelé M. Obama à se montrer plus agressif afin de renverser le président Bachar el-Assad⁶. Newt Gingrich s'est quant à lui prononcé en faveur d'« *opérations*

¹ David Jackson, « Poll: Obama strong on foreign affairs, weak on domestic », *USA Today*, 9 novembre 2011. <http://content.usatoday.com/communities/theoval/post/2011/11/obama-strong-on-foreign-affairs-weak-on-domestic/1#.T1SVT1e96Bw>

² Celinda Lake, Daniel Gotoff, Kristin Pondel, « Obama strong vs. Beleaguered GOP foes », *Politico*, 27 février 2012. <http://www.politico.com/news/stories/0212/73305.html>

³ Jim Rutenberg, Ashley Parker, « Up for Debate: Foreign Policy and Obama », *The New York Times*, 12 novembre 2011. http://www.nytimes.com/2011/11/13/us/politics/up-for-debate-foreign-policy-and-obama.html?_r=1&ref=politics

⁴ Helene Cooper, « Candidates Hammer Obama Over Iran, but Approaches Differ Little », *The New York Times*, 5 mars 2012. http://www.nytimes.com/2012/03/06/us/politics/republican-policies-for-iran-differ-little-from-obamas.html?_r=1&hwp

⁵ Mitt Romney, « How I would check Iran's nuclear ambition », *The Washington Post*, 5 mars 2012. http://www.washingtonpost.com/opinions/mitt-romney-how-i-would-check-irans-nuclear-ambition/2012/03/05/gIQAneYtR_story.html?hpid=z3

⁶ Ben Smith, « Partisan lines grow stark on Syria », *Politico*, 1^{er} mars 2012. <http://www.politico.com/news/stories/0212/73483.html>

clandestines » destinées à aider l'opposition syrienne⁷. On note par ailleurs que l'ancien candidat républicain à la présidentielle de 2008 et actuel soutien de Mitt Romney, l'influent sénateur John McCain, a récemment franchi un nouveau pallier dans l'escalade rhétorique de son parti en appelant à des frappes aériennes, mettant en exergue l'obligation morale et stratégique des États-Unis d'agir contre le régime de Damas⁸.

Sur ces points, l'ensemble des candidats républicains – à l'exception de M. Paul – s'inscrit dans la continuité idéologique du parti qui a favorisé, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, une politique étrangère de plus en plus interventionniste. Cette mutation progressive a été rendue possible par les opportunités et responsabilités liées à la position des États-Unis sur la scène internationale dans le monde bipolaire de la Guerre froide, puis dans celui multipolaire apparu dans les années 1990. **Le Parti républicain a su tirer profit de ces situations pour s'imposer comme le parti de la force et de la fermeté, positionnement qui lui a largement réussi d'un point de vue électoral.** À l'inverse, le Parti démocrate a, dans le même temps, évolué vers plus de prudence et de retenue. Ces tendances sont parfaitement incarnées par les deux derniers présidents en date : le président George W. Bush avec l'intervention militaire en Irak de 2003 et le président Obama avec l'attitude en retrait de son administration durant les soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient de 2011.

2. Une grande variété de positionnements

Si, sans surprise, les candidats républicains développent des positions conformes aux traditions de leur parti, on observe toutefois une assez grande variété de positionnements. Cela fut particulièrement frappant avant même le lancement de la primaire républicaine et durant la première phase de la campagne.

Ainsi, **sur la question de l'Égypte et de la position de l'administration Obama vis-à-vis du président Hosni Moubarak, d'importantes divergences sont apparues.** Si l'on fait abstraction de la nécessité pour des candidats d'opposition de se démarquer de l'action présidentielle, on note que Mitt Romney et Newt Gingrich se sont prononcés en faveur d'un départ du président égyptien alors que Rick Santorum et Michele Bachmann ont apporté leur soutien à M. Moubarak. **M. Romney a été le premier des candidats potentiels à demander le départ du président égyptien,** ajoutant toutefois qu'il était inopportun pour la Maison-Blanche d'appeler publiquement au retrait de M. Moubarak⁹. Rick Santorum a expliqué sa position en comparant la situation égyptienne à la révolution islamique de 1979 en Iran, rappelant que l'abandon du shah avait permis l'avènement d'un « régime islamiste radical¹⁰ ». **Mme Bachmann, candidate proche du mouvement du Tea Party, a quant à elle vivement regretté la chute de M. Moubarak et le manque de soutien de l'administration Obama¹¹.** On rappellera que parallèlement, le courant néoconservateur, très influent au sein de Parti républicain durant le premier mandat de George W. Bush, a soutenu le départ du président égyptien

⁷ Lucy Madison, « Gingrich suggests covert action in Syria », CBS News, 5 février 2012. http://www.cbsnews.com/8301-3460_162-57371670/gingrich-suggests-covert-action-in-syria/

⁸ « McCain : US should lead international effort toward airstrikes on Syria to force out Assad », Associated Press, 5 mars 2012. http://www.washingtonpost.com/politics/mccain-us-should-lead-international-effort-toward-airstrikes-on-syria-to-force-out-assad/2012/03/05/gIQAERK3sR_story.html

⁹ James Oliphant, « Mitt Romney calls for Egyptian President Hosni Mubarak to step down », *The Los Angeles Times*, 1^{er} février 2011. <http://articles.latimes.com/2011/feb/01/news/la-pn-romney-egypt-20110202>

¹⁰ Kasie Hunt, « GOP hopefuls warn of an Islamist Egypt », *Politico*, 29 janvier 2011. <http://www.politico.com/news/stories/0111/48405.html>

¹¹ Sarah Huisenga, « Bachmann calls Arab Spring “radical,” blasts Obama’s Middle East policy », CBS News, 17 septembre 2011. http://www.cbsnews.com/8301-503544_162-20107699-503544.html

et même regretté que l'administration Obama n'ait pas apporté un soutien plus appuyé aux manifestants. Fidèles à leur objectif de promouvoir la démocratie au Moyen-Orient, d'éminentes figures du mouvement néoconservateur comme Bill Kristol, Robert Kagan, ou encore Elliott Abrams ont en effet applaudi la chute du président égyptien en dépit des risques pour la stabilité régionale et notamment pour Israël¹².

Sur la Libye, on observe des tendances similaires. M. Romney, tenant d'une approche pragmatique qui le rapproche du positionnement traditionnel de l'*establishment* du GOP mais aussi du président Obama, a soutenu l'implication des Etats-Unis au côté des rebelles libyens pour renverser le colonel Mouammar Kadhafi. Mme Bachmann, dans une posture plus conservatrice, a rejeté toute participation de son pays à une campagne militaire en Afrique du Nord. Enfin, les néoconservateurs, conformes à leur idéalisme, se sont très tôt prononcés en faveur d'une intervention américaine et ont critiqué l'administration Obama pour ses hésitations et son attitude timorée.

Alors que ces lignes de fracture constituent le cœur du débat républicain sur la politique étrangère, d'autres divergences, plus anecdotiques, sont apparues sur des sujets comme les techniques d'interrogation à appliquer à des suspects de terrorisme. Ainsi MM. Hunstman et Paul ont exprimé leur opposition au *waterboarding*, technique controversée de simulation de noyade, assimilée à de la torture par l'ancien candidat républicain John McCain. Mme Bachmann et MM. Cain et Perry ont, en revanche, indiqué qu'ils réinstaureraient cette pratique proscrite par le président Obama s'ils étaient élus¹³.

La progression de la primaire – et les abandons successifs de Herman Cain, Michele Bachmann, Jon Huntsman et Rick Perry – ont toutefois permis de clarifier la situation au sein du GOP. **A l'exception de Ron Paul, on observe en effet une plus grande cohérence entre MM. Romney, Santorum et Gingrich qui, à quelques nuances près, se rejoignent sur les principaux dossiers.** Ce resserrement a toutefois l'inconvénient, d'un point de vue électoral, de priver les candidats républicains d'une opportunité de se démarquer de Barack Obama. Cela est notamment apparu à l'occasion du débat sur l'Iran, qui constitue une priorité pour les candidats républicains comme pour le président démocrate. Sur cette question, M. Romney souhaite un durcissement des sanctions et M. Gingrich une intensification des opérations clandestines visant les scientifiques iraniens. Tous deux maintiennent que l'option militaire doit rester « *sur la table*¹⁴ » et que la perspective d'un Iran nucléaire est inacceptable. **La différence est mince avec la politique de l'administration Obama qui favorise la poursuite la voie diplomatique – et notamment les sanctions – tout en refusant d'exclure une issue militaire.** D'après Nicholas Burns, cadre du Département d'Etat en charge de l'Iran sous George W. Bush, les républicains attaquent M. Obama sur sa faiblesse et vantent la fermeté du GOP « *mais quand on regarde dans les détails, on ne voit pas de différence*¹⁵ »

Malgré leur critique de la position de l'administration en place, les principaux candidats républicains peinent à présenter une véritable alternative. Dans le domaine de la politique étrangère, ils ont les mêmes préoccupations et se rejoignent sur les objectifs à atteindre. Ils se démarquent en affirmant qu'ils réussiront là où le président Obama a échoué. Mais en réalité, **on peut s'interroger sur la capacité d'un futur président républicain à mettre un terme au programme nucléaire iranien, stabiliser l'Afghanistan ou contraindre Pékin à réévaluer sa monnaie.**

¹² Ben Smith, Josh Gerstein, « Hosni Mubarak splits Israel from neocon supporters », *Politico*, 3 février 2011. <http://www.politico.com/news/stories/0211/48747.html>

¹³ Michael Levenson, Shira Schoenberg, « GOP candidates reveal foreign policy differences », *The Boston Globe*, 13 novembre 2011. <http://www.bostonglobe.com/news/politics/2011/11/13/gop-candidates-reveal-foreign-policy-differences/BGukqFllLrCUYm8F7H9EP/story.html>

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Helene Cooper, « Candidates Hammer Obama Over Iran, but Approaches Differ Little », *op. cit.*

3. Une période de profondes mutations au sein du Parti républicain

Comme nous l'avons vu, **cette primaire a mis en exergue plusieurs tendances de fond au sein du Parti républicain qui confèrent à l'élection de 2012 une dimension particulière et devraient avoir une influence sur son positionnement en politique étrangère dans les années à venir.**

Ainsi, en 2009, est apparu le mouvement dit du « Tea Party », courant populiste opposé à l'augmentation de la dépense publique et d'une place trop importante du gouvernement fédéral. **L'audience de ce mouvement s'est développée au sein des sympathisants républicains à la faveur de la crise économique et en réaction à la politique, jugée trop étatiste et interventionniste, de Barack Obama.** S'il n'a pas de véritable leader, plusieurs éminentes figures du GOP comme Sarah Palin, Ron Paul, son fils Rand Paul, ou encore Michele Bachmann y sont régulièrement associées. Cette diversité de sensibilités, qui va des libertariens à des conservateurs sociaux, illustre le caractère hétéroclite de ce courant politique. Cette particularité perturbe la compréhension de ce mouvement et complique toute entreprise visant à le définir. **Cela est encore plus vrai dans le domaine de la politique étrangère où se côtoient l'isolationnisme de Ron Paul et une approche plus interventionniste et proactive représentée par la colistière de John McCain en 2008, Sarah Palin.** De plus, il faut noter que le succès du Tea Party en tant que tel, concrétisé à l'occasion des élections de mi-mandat de 2010, pourrait être éphémère. On observe en effet que durant la primaire républicaine de 2012, les candidats les plus proches du mouvement, comme Ron Paul ou Michele Bachmann, ne sont pas parvenus à tirer profit de la popularité de ce courant pour s'imposer au sein du parti. Pour autant, comme l'explique Walter Russell Mead, **cette tendance, représentée actuellement par le Tea Party et héritée des principes jacksoniens opposant le peuple aux élites, est durablement ancrée dans la vie politique américaine**¹⁶. Elle devrait donc conserver une **influence importante au sein du Parti républicain et avoir un impact sur les futures orientations du parti, notamment dans le domaine de la politique étrangère.** Pour cela, il faudra toutefois que le débat qui oppose Ron Paul à Sarah Palin soit tranché. Sur ce point, la posture incarnée par Mme Palin, plus en adéquation avec l'histoire récente du parti et les intérêts des Etats-Unis, semble avoir l'avantage.

Dans le même temps, **on observe que ces primaires – et plus généralement le mandat de Barack Obama – ont entériné le déclin d'un courant modéré du GOP, tenant d'une approche réaliste et bipartisane sur les questions de politique étrangère.** Cette tendance, que l'on associe généralement à l'« *establishment* » du Parti républicain, remonte à la fin du XIX^e siècle. Elle a rassemblé de nombreux individus, principalement des républicains modérés issus de familles patriciennes du nord-est, considérant la politique étrangère comme un sacerdoce dont l'importance nécessitait de dépasser les frontières partisans. Ces hommes ont ainsi servi sous des présidents démocrates comme Franklin Delano Roosevelt ou Harry Truman et leur influence a marqué la politique étrangère des Etats-Unis tout au long du XX^e siècle¹⁷.

Déjà, à l'occasion de la présidentielle de 2008, certains observateurs avaient annoncé la fin de ce courant avec le ralliement de Colin Powell à Barack Obama ou encore les prises de position d'emblèmes de cette tradition comme Henry Kissinger, le conseiller à la sécurité nationale de Gerald Ford et George H. W. Bush, Brent Scowcroft, ou le secrétaire d'Etat de

¹⁶ Walter Russell Mead, « The Tea Party and American Foreign Policy », *Foreign Affairs*, mars/avril 2011. <http://www.foreignaffairs.com/articles/67455/walter-russell-mead/the-tea-party-and-american-foreign-policy>

¹⁷ Jacob Heilbrunn, « Twilight of the Wise Man », *Foreign Policy*, 12 octobre 2011. http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/10/12/twilight_of_the_wise_man_republican?hidecomments=yes

George H. W. Bush, James Baker¹⁸. Il faut également noter que l'influence néoconservatrice durant le premier mandat de George W. Bush avait témoigné de l'affaiblissement de la tendance modérée dans le camp républicain. La décision du secrétaire à la Défense de George W. Bush, Robert Gates, de conserver son poste sous la présidence de Barack Obama a confirmé **que cette tendance du GOP penchait à nouveau vers le camp démocrate**. Cette impression a également été renforcée par les conseils promulgués officieusement par Brent Scowcroft à Barack Obama¹⁹.

De récents développements, comme l'opposition de membres du Tea Party à des sénateurs républicains ou la retraite annoncée d'autres figures du Congrès, ont accentué ce sentiment. Ainsi Richard Lugar, plus ancien parlementaire républicain du Sénat, doit affronter un candidat du Tea Party dans une primaire qui déterminera s'il peut prétendre à un septième mandat de sénateur de l'Indiana en novembre prochain. Son adversaire, Richard Mourdock, dénonce la proximité du sénateur Lugar avec M. Obama (le candidat démocrate avait en 2008 invoqué l'influence de M. Lugar sur sa vision de la politique étrangère) et une approche bipartisane qui a amené le pays « *au bord de la banqueroute*²⁰ ». Par ailleurs, le sénateur du Maine, Olympia Snowe, a récemment annoncé qu'elle ne briguerait pas un nouveau mandat en 2012, citant la dégradation de l'atmosphère de travail au Congrès, devenue trop « *partisane*²¹ ». **Contrairement au sénateur Lugar, Mme Snowe ne s'est pas particulièrement distinguée dans le domaine des affaires internationales mais, comme lui, sa recherche du consensus en a fait un symbole de ce courant républicain modéré, aujourd'hui menacé par la posture anti-élite du Tea Party.**

4. Conclusion

En dépit du contexte de crise qui a relégué les affaires internationales au second plan, la primaire républicaine a permis l'émergence d'un débat riche d'enseignements. Elle a tout d'abord confirmé la dimension interventionniste du parti dans le domaine de la politique étrangère. Face à un Barack Obama dépeint par les républicains comme faible et rejetant l'exceptionnalisme américain, le GOP se présentera, durant l'élection présidentielle de 2012, comme le parti de la fermeté et le garant du rôle prééminent des Etats-Unis sur la scène internationale. Si elle est avant tout électorale et destinée à cacher le peu de différence entre les objectifs fixés par les candidats du parti et ceux du président Obama, cette posture, indissociable de l'image du parti depuis plus de cinquante ans, pourrait se révéler payante si une crise internationale importante survenait durant la campagne présidentielle.

Toutefois, cette primaire a mis en exergue une certaine pluralité et a permis la confrontation de visions parfois antagonistes au sein du parti. Dans ce domaine, l'émergence du Tea Party est sans conteste le fait le plus marquant des quatre dernières années. Inscrit dans une tradition anti-élite, louant le bon sens du « *common man* » et rejetant les experts sous toutes leurs formes, ce courant a prospéré à la faveur de la crise économique qui s'est abattue sur le pays en 2008. En matière de politique étrangère, son positionnement manque encore de

¹⁸ James Joyner, *Republican Foreign Policy Establishment, R.I.P.?*, The Atlantic Council, 22 octobre 2008. http://www.acus.org/new_atlanticist/republican-foreign-policy-establishment-rip

¹⁹ « Obama aides say Clinton 'on track' for secretary of state job », CNN, 20 novembre 2008. http://articles.cnn.com/2008-11-20/politics/transition.wrap_1_obama-aide-president-elect-obama-secretary-of-state-job?_s=PM:POLITICS

²⁰ Jacob Heilbrunn, « Twilight of the Wise Man », *op cit*.

²¹ Paul Kane, Chris Cillizza, « Sen. Olympia Snowe (R-Maine) says she'll retire, citing partisanship in Congress », *The Washington Post*, 29 février 2012. http://www.washingtonpost.com/sen-olympia-snowe-a-maine-moderate-wont-see-another-term/2012/02/28/gIQAnvOAhR_story.html?hpid=z9

lisibilité, en raison de l'opposition entre une tendance interventionniste et une autre isolationniste, ce qui limite son influence. Néanmoins, cette forme de populisme, véritable force culturelle et politique au Etats-Unis depuis les années 1830, semble promise à un avenir prometteur. Il n'est d'ailleurs pas anodin que sa résurgence intervienne alors que la tendance centriste du parti, qui a exercé une très grande influence sur la politique étrangère des Etats-Unis, est de plus en plus marginalisée.

Pour autant, après une percée du Tea Party en 2010, les électeurs ont favorisé cette année des candidats plus consensuels. Le favori du camp républicain Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts, est d'ailleurs une incarnation de cet *establishment* de la côte est rejeté par une partie des sympathisants républicains. La présentation de son équipe et de ses idées dans le domaine des affaires internationales a confirmé que M. Romney s'inscrivait dans la tradition de son parti. S'il devenait le candidat républicain pour affronter M. Obama en novembre prochain, ce positionnement limiterait sa capacité à se démarquer du président sortant. Cette proximité, qui illustre avant tout la réduction de la marge de manœuvre des Etats-Unis sur la scène internationale, ne devrait donc pas favoriser un affrontement sur le thème de la politique étrangère. A moins qu'un de ces dossiers comme l'Iran ou la Syrie ne s'invite dans la campagne...